

Compte-rendu du grand débat d'Isle

N.B : Les numéros en tête des paragraphes marquent un changement de prise de parole au sein du public.

L'animateur et le maire présentent l'organisation du débat.

Thème 1 : Transition écologique

L'animateur commence par un sondage : « quel est aujourd'hui pour vous le problème concret le plus important dans le domaine de l'environnement : la pollution de l'air, le littoral, la biodiversité ou la disparition de certaines espèces ? ». Peu lèvent la main pour la pollution, très peu pour le littoral, beaucoup pour le dérèglement climatique et beaucoup pour la biodiversité.

1 : Vous venez de nous démontrer que vous cloisonnez les éléments de l'écologie alors que c'est un ensemble. Le fait que l'écologie soit appliquée à une partie de la population est un cloisonnement. L'écologie est un ensemble et il faut avoir une vision globale.

2 : D'accord avec monsieur sur le fait qu'il ne faut pas cloisonner. C'est une marche vertueuse qui doit être prise en compte par tous les citoyens. S'il y a des enseignants dans la salle, j'aimerais savoir si les jeunes sont sensibilisés à ces enjeux. Je constate une faible représentation des jeunes ce soir. Ils sont minoritaires alors que la transition écologique les concerne. Ma question est donc la suivante : y'a-t-il une sensibilisation des jeunes à l'écologie et à une démarche vertueuse pour une planète où les gens pourront vivre sans se poser de question sur l'avenir du littoral ?

3 : Pour répondre à la question, il y a une sensibilisation qui est faite au collège et lycée notamment il y a deux approches, en géographie et en SVT, avec un fil conducteur qui est le développement durable. Ces questions sont abordées avec des études de cas. Des établissements constituent des clubs également. De nombreuses choses sont faites à ce sujet. Les personnes volontaires peuvent compléter ce dispositif avec d'autres actions.

4 : C'est également fait à l'école primaire d'Isle. Ma petite fille en bénéficie.

5 : J'interviens auprès d'adultes et le développement durable rentre dans le référentiel des formations professionnelles. On essaie de mettre en place des solutions concrètes du développement durable. On les amène à réfléchir sur leur futur emploi (savoir comment déployer les actions mises en place durant la formation professionnelle). On peut se heurter à des difficultés d'emploi du temps concernant l'harmonisation.

6 : Quand je vois le titre, « transition écologique », je suis content car j'avais entendu parler de « transition énergétique » jusque-là. Je préfère « écologique ». Je vais aller à contre-courant de ce qui a été dit. Il faut commencer par parler de l'économie et de l'emploi. Il faut du travail, du salaire, des revenus donc il faut lier croissance et écologie. Ce n'est pas la vision d'énergie seule qu'il faut prendre en compte. Il faut partir de l'économie et non pas de faits écologiques. L'emploi et l'économie doivent être la base. L'écologie n'est pas la priorité : elle peut être prise en compte mais pas comme une priorité. Il faut une économie en croissance et ne pas inverser les rôles.

7 : Je pense qu'il faut d'abord respecter les engagements pris au niveau international. La France a pris des engagements et doit les tenir. Ensuite, il faut se demander quels sont les meilleurs moyens et quelles priorités en matière d'écologie ; quels sont les impacts macro et quelles sont les possibilités de chacun ? Quand il y aura une prise de conscience on pourra agir. Cela interroge le modèle de développement qu'on veut. Pour les pays riches, il faut se demander combien ils représentent par rapport au reste des emplois de la planète. Ensuite, il faut savoir quelle priorité on se donne. Seul un

petit nombre de personnes peut faire un effort économique. Il faut prendre en compte le revenu. Le revenu économique de certaines personnes ne permet pas un effort écologique. Il faut des solutions transitoires et une aide ciblée. Il faut savoir comment on fait les priorités. Si on n'arrive pas à se dire qu'il va falloir trouver des solutions avec moins de ressources, il faut savoir sur quoi on est capable de consommer un peu moins et revoir les modes de consommation.

8 : Quand Madame parle de contrats internationaux, je voudrais dire que ces contrats ne sont pas toujours négociés de manière équitable. On dit au pays : je t'achète quelque chose à condition que tu m'achètes autre chose. Déjà le fait que les dés soient pipés avec la négociation biaise la chose. C'est déjà pour intégrer un élément de réflexion car on ne peut pas se permettre de dire qu'il faut respecter les contrats internationaux. Quant à l'aspect de la croissance verte, je suis d'accord : si on n'a pas de croissance et les ressources, le développement vert se fera par des subventions de l'Etat et pas par nous, pas par la spontanéité individuelle. J'ai l'impression qu'il y a des non-dits entre l'Etat et le public et reste à savoir qui doit commencer à réagir : l'Etat est-il le premier à devoir agir ? Ou sont-ce les citoyens ? Mais j'ai l'impression que l'Etat, à cause de la popularité qu'il pourrait perdre, ne veut pas agir de manière efficace et attend que nous agissions beaucoup plus. Or on n'a pas les moyens : on le fait au compte-goutte.

9 : On a toujours eu un Etat suiveur voire avec du retard parce que les institutions progressent trop lentement à mon goût. La question qui se pose est celle de l'autonomie. En termes d'écologie, le sujet n'est pas sur la table, on ne propose pas différentes stratégies possibles qui permettent de générer une croissance, un transfert qui permet de réfléchir à la transition du mode de vie. Le mode de vie d'aujourd'hui ne sera peut-être pas celui dans 20 ans. Vu les délais, est-ce qu'on a le temps d'accepter que l'Etat soit encore à la traîne ? Il faut de l'autonomie dans tous les secteurs : énergie, alimentation, questions d'aménagement du territoire. La concentration urbaine, c'est une aberration écologique car cela conduira à d'autres types de problèmes. On devrait avoir en tant que Français un débat sur les options stratégiques. Et qu'on ne dise pas que ce terme est galvaudé. Il faut une stratégie sur 20 ans voire 40 ans. Ce débat n'apparaît pas dans le débat public.

10 : On veut des voitures autonomes. Mais comment va-t-on les recycler les batteries ? On a vu le nucléaire et ce que ça donne. Ce sera pareil pour les batteries électriques. Le gouvernement, hormis nous taxer, c'est tout ce qu'il propose. On donne 100 sous pour acheter une voiture électrique. Mais quand on l'achète, combien coûtera la batterie au bout de 7 ans ? Eh bien : 16 000 euros ! Et la voiture coûte 13 000. Qui va acheter une voiture électrique ?!

11 : Je suis à peu près d'accord sur beaucoup de choses. Le développement écologique est indispensable dans la transition écologique. On voit que nos comptes publics sont en déficit. On fait beaucoup de philosophie mais aujourd'hui on est 1% de la population mondiale. Les repreneurs mondiaux continuent à polluer et toujours un peu plus. Il faut qu'on fasse quelque chose mais il ne faut pas penser qu'on peut sauver la planète à nous tous seuls. Je suis pour le principe des pollueurs payeurs ! Et tout le monde n'a pas les moyens de s'engager dans la transition écologique. Je ne suis pas pour une économie punitive. Monsieur parlait des voitures électriques : or les coûts sont énormes et je ne doute pas qu'il y aura taxation de l'électricité de cette mobilité. Il faudra des traces des capacités de financement. Deux choses me choquent : on fait la chasse au diesel : ça rentre peut-être dans la stratégie des taxes sur l'essence. Or on s'aperçoit que la même voiture, la même puissance, pollue comme un diesel. Il ne faut pas s'engager dans des voies intégristes. On s'en va la fleur au fusil souvent sous l'effet de grands groupes internationaux qui poussent. Deuxième point : on a aujourd'hui développé des aides un peu tout azimut. Quand la voiture est à 8000 euros, on ne changera pas la voiture comme ça. En l'Allemagne et dans les pays nordiques, on a expérimenté les filtres à particules

rétrofit qui coûtent entre 500 et 800 euros. En France, on a dit que ce n'était pas rentable. On est surpris de cette réaction.

12 : Je suis enseignant en commerce international. Je rejoins ce qui a été dit. On remarque qu'il y a des solutions prises dans la précipitation et pas de solutions réelles. On combat le diesel aujourd'hui en France. Les voitures diesel ne valent plus rien mais beaucoup de commerçants les achètent et les exportent vers l'Afrique. La transition écologique doit être mondiale. On ne doit pas transférer la pollution d'ici ailleurs. L'Afrique prend les poubelles du monde entier. On a beaucoup de voitures polluantes en Afrique. On les exporte 4000 euros vers l'Afrique.

13 : On parle biocarburant. C'est une production végétale avec la betterave, le maïs, le colza mais avec des engrais chimiques, avec une irrigation importante. Je ne comprends pas pourquoi on appelle cela « biocarburant ». C'est une fausse image. Ce sont les gros agriculteurs qui font du carburant mélangé avec autre chose. Ce n'est pas du biocarburant. Ils doivent changer l'appellation. J'ai travaillé là-dedans et je connais bien.

14 : On parle beaucoup d'énergies mais l'écologie pour moi c'est aussi tout ce qui est les plantes, les animaux. Parce que sans les abeilles qui butinent, nous ne pourrions pas vivre. A l'heure qu'il est, il y a tellement de pesticides : il faut arrêter de nous polluer. On est en train de nous faire mourir. J'ai des tas d'amis qui ont le cancer. Des gens meurent à cause de ces pesticides. On est mené par l'argent. J'ai eu la chance de vivre à la campagne, d'être née dans une période où j'ai connu de vrais agriculteurs. J'ai eu la chance de manger naturellement. On ne parlait pas de bio. Je crois tomber des nues quand j'entends ce qui se dit. On mangeait des produits sains. On nous fait mourir à l'heure qu'il est et personne ne réagit. Mon mari me dit qu'il n'y a plus de guerre mais qu'il faut nous faire disparaître : on nous fait donc manger n'importe quoi. A midi à la fin du journal télévisé, j'ai entendu une phrase qui m'a révoltée : pour manger sainement, il faut payer. Il faut avoir de l'argent pour pouvoir manger. Où est l'égalité entre les humains ? Si on veut manger sain, il va falloir payer : cela me révolte.

15 : Je voulais réagir sur la pollution chimique. Pour moi la pollution chimique est un fléau et un problème de santé publique. Notamment par rapport au glyphosate. Le débat national fait remonter des choses. Le président a dit qu'il ne pourrait pas arrêter la production de glyphosate car ce n'est pas possible or c'est une pollution qui est atroce notamment dans le bordelais. Il ne faut pas prendre cela à la légère. Il y a la pollution atmosphérique mais aussi la pollution au quotidien, de tout ce qu'on mange.

16 : Je voudrais parler du nucléaire. Une grande partie est contre. Mais si pendant un mois, on a moins 20 degrés, les mentalités changeraient. En Allemagne, tout le monde n'est pas contre car ils payent 10 euros de plus le kilo Wh.

17 : Le diesel ne pollue pas plus que l'essence. Il faut demander à Macron comment on fera pour les batteries pour le recyclage. On donne une prime de 4000 euros à des gens qui n'ont pas d'argent. On leur détruit leur voiture. On leur détruit le diesel. C'est ridicule. On nous prend pour des pigeons. Il n'y a aucune solution. C'est une histoire de gros sous. Toutes les voitures sont sur le parc allemand (mais elles ne sont pas exportées en Afrique car les taxes sont excessives) mais aujourd'hui on tourne en rond.

18 : Je voudrais rebondir sur les pesticides, sur la nourriture actuelle. En ce moment selon les médias, les sportifs, les acteurs, on mangerait très mal en France. Pour revenir au glyphosate, les agriculteurs ne sont pas débiles : s'ils achètent des pesticides c'est parce qu'ils en ont besoin. Au siècle dernier, j'étais vraiment à l'institut du bio où une personne seulement travaillait à ce moment-là. Je ne suis pas contre le bio. J'ai modestement installé la fertilisation raisonnée dans cette région. Je suis écœuré par

le fait qu'on voudrait revenir à l'agriculture du grand père qui produisait peu. Il y a dans l'agroalimentaire 900 000 personnes qui y travaillent. Ce n'est pas avec du petit rendement qu'on leur trouvera du boulot.

19 : J'aimerais que l'Etat nous rapporte le coût de la sécurité sociale dépensé pour les maladies dues à la pollution et à l'environnement. Ça vaudrait le coup de faire la comparaison et d'investir dans la prévention plus que dans la réparation.

20 : Je dois dire que je suis choquée par ce qui se dit dans les médias avec des journalistes qui parlent de choses qui ne connaissent pas. Une journaliste parlait d'un changement de chaudière et disait qu'une chaudière c'est 1000 euros. Elle ne sait pas ce que c'est. Ce que je voulais dire c'est qu'on nous rabat les oreilles avec la question de la mobilité. Je fais partie des gens mobiles (50 km par jour). Le co-voiturage ne date pas d'aujourd'hui. Le covoiturage n'est pas facile avec des horaires décalés car les gens ont des horaires changeant. Les dames doivent passer par la crèche. Quand on est à Paris, qu'on a le métro, c'est facile de parler de vélo mais faire du vélo sur les routes du Limousin, je vous souhaite bon courage ! Si on doit faire 30 km, je pense aux gens qui travaillent à Limoges, comment font-ils ? On n'a pas beaucoup de trains, certains bus ne fonctionnent plus donc on fait comment ? On nous dit qu'il faut être mobile. Je n'ai pas la solution. C'est aussi tout un modèle économique à revoir (zones loin des entreprises). Sans voiture, on fait comment ? Avec une voiture électrique, il faut penser au lithium extrait dans des pays d'Amérique du Sud, et les paysans qui sont dépossédés de leurs terres.

21 : J'entends parler de pollution. Elle existe mais comment expliquer qu'on vit de plus en plus vieux dans un pays où on mange si mal ? Comment va-t-on alimenter 9 milliards d'êtres humains d'ici 2050 avec une agriculture traditionnelle sans pesticides ?

22 : Qu'est-ce qu'on fait au niveau mondial ? Je me demande s'il faut réactiver des organismes mondiaux qu'on a laissés dépérir. C'est la loi du plus fort qui va l'emporter notamment la Chine et les USA. Mon horizon, c'est l'Europe notamment pour investir dans la recherche, pour investir la force de frappe, pour un certain nombre de choses comme les modes de production agricole. Le lieu pour investir massivement c'est l'Europe ou sinon on sera un moustique et à un moment donné, avec un talon, quelqu'un pourra nous appuyer dessus.

Thème 2 : Fiscalité et dépenses publiques

23 : Je voudrais parler des dépenses publiques. Il y a quelque chose qui me choque. J'ai voté 2 fois pour monsieur macron, 2 fois pour la députée et je suis en colère 4 fois. On a des dépenses avec nos anciens présidents de la République. Il faut arrêter cela tout de suite. Il faut supprimer tous les avantages de tous nos anciens premiers ministres car depuis 1981 il y en a eu une bonne dizaine. Par contre, cet argent je le place demain matin et ça ne coûte rien à l'Etat. Avec le ruissellement, cet argent sera donné à tous les gens qui travaillent dans les hôpitaux. On leur doit des millions d'heures. Je travaillais dans l'hospitalier. On a bricolé des choses avec le maintien de l'ordre à qui je donne un grand coup de chapeau. Il faut punir les casseurs. Ce qui se passe c'est logique. Cet argent, on le donne à toutes les catégories du personnel hospitalier. Il faut supprimer les indemnités pour les enterrements des députés et sénateurs. Les sénateurs ont entre 18 000 et 20 000 euros. Les députés ont baissé ces indemnités. Il faut que ça se termine.

24 : La question des dépenses publiques dans le questionnaire est biaisée : « comment réduire les dépenses publiques ? ». Ce n'est pas la bonne entrée. Les dépenses publiques sont utiles. Le président Macron se veut leader européen. Je suivais son projet mais la bonne stratégie serait de discuter la règle des 3% et de compter parmi les dépenses celles qui pourraient être dissociées des dépenses éducatives, de recherche publique, hospitalières. Car on ne peut pas réduire ces dépenses. Au niveau

européen, on a une règle libérale qu'il faut discuter. On risque de n'avoir qu'un choix en Europe : une règle libérale qui s'impose et une alternative populiste. Il faut sortir de ce dictat des 3%. Cela paraît insupportable.

25 : Quand on parle de dépenses publiques, il faut mettre une colonne recettes en face et regarder s'il y a plus ou moins. Or aujourd'hui, on a un passif. Qu'il soit de 3 ou de 5%, cela peut être une évolution. Il faut savoir comment avoir des recettes avant de faire des dépenses. En matière de fiscalité, il faut travailler sur la progressivité de l'impôt. Les 14 tranches de la France Insoumise ne sont pas à ignorer. On peut travailler sur la tranche du haut en lien avec la suppression de l'ISF. Cela permettrait de compenser ce qui n'est pas payé au titre de l'ISF sur la partie capitale. Dans l'ISF on peut distinguer les actions et les obligations. Les actions sont investies. Il y a un débat sur l'investissement. Cette fiscalité c'est de l'emploi. Je reviens au mot emploi. L'emploi créé un salaire mais il faut travailler en termes de revenu c'est-à-dire d'action sociale ou de bourses en collège et au lycée. Revenu et salaire sont à distinguer pour savoir de combien une personne dispose pour vivre. Sur la progressivité, on a un principe à voter : le principe de nationalité (imposer tout argent gagné en France). Il faut le mettre dans une loi de finances. Carlos Ghosn exilé fiscal en Europe : c'est un problème. On parle beaucoup de la fraude fiscale mais il faudrait se poser la question de la fraude sociale (cartes vitales clandestines estimées à 1 million en circulation). La santé a un coût dû à la fraude. Les niches fiscales : je veux dire oui pour les supprimer mais il faut regarder celles qui conservent l'emploi. Les supprimer crée de la pression fiscale donc augmente les prélèvements obligatoires. Je veux soulever la contradiction. Il faut se poser la question des différents déficits : on s'apercevrait que cela permettrait de passer à un processus fondamental. Il est nécessaire de bénéficier d'une évaluation communiquée, que l'on sache où un euro va.

26 : Le problème est celui de l'inflation et de comment est calculée l'inflation. Certains économistes remettent en cause le mode de calcul de l'inflation, qui pénalise tout le monde. Notamment le problème de l'indexation des salaires et retraites sur l'inflation. Je voudrais savoir quels sont les projets du gouvernement. La dette concerne tout le monde. Quelles solutions pour la BCE pour réduire la dette ? Par la dévaluation ? C'est un problème européen. Par l'annulation de la dette ? Le défaut de paiement. Il y a aussi le problème des intérêts de la dette. Avant, tous les gens qui pouvaient acheter de la dette française : cela a évolué. Depuis 1973, ce sont seulement les établissements financiers et étrangers donc cela ne va plus à l'intérêt collectif national ce qui cela alimente la dette. Ces décisions sont prises de façon arbitraire. Ce sont des intérêts financiers qui ont pris le pas sur les intérêts politiques. Face à cela, les gens sont pris en étau. On se rend compte qu'on est plus acteur des grandes décisions économiques. Il faudrait s'attaquer au problème de la dette. La monnaie commune est l'euro mais c'est plus l'euro allemand que l'euro français. Pour l'instant la France est moins pénalisée. Cela rebooste les exportations mais en termes d'Europe, une solution simple serait de faire un défaut partiel sur la dette française notamment entre les Etats européens. Par exemple, si la France a une dette de 50 milliards envers l'Italie et pareil à l'inverse, on supprime des deux côtés. Cela permettrait d'alléger la pression fiscale. Le fait qu'il y ait une taxe sur l'essence flottante est problématique, certaines personnes sont moins concernées peut-être. Mais l'euro sert à l'export et import. Une monnaie forte ne sert pas sur l'importation. Sur l'exportation, elle est surévaluée notamment par des pays comme la Grèce. Les médias ne mettent pas cela en avant mais il faut une Europe économique en marche, qui ne soit pas au service de l'Allemagne. Les grands problèmes monétaires ont amené des désastres dans les grandes guerres.

27 : Les pays se font concurrence au niveau des salaires, au niveau fiscal. Pour que l'Europe n'implose pas, il faudrait harmoniser notamment l'IS : au lieu que ça soit perçu par le pays, que ce soit fixé au niveau européen et que ça finance un complément de revenu universel. On pourrait verser 200 euros

à chaque citoyen européen et donc éviter les problèmes actuels. La France pourrait baisser les APL pour alléger sa dette.

28 : La dette de 3% du PIB ne semble pas grand-chose mais quand on ramène au budget de la France, c'est 30%. Il faut trouver des sources de financement. Il faut parler de la chasse à l'évasion fiscale. On a 70 milliards d'évasion fiscale, 80 milliards sur l'optimisation. Récupérer 50% de ces sommes serait bien. J'entends les choses. Mais on n'est pas les seuls en Europe. On est en concurrence entre les pays. On a un conglomérat économique. On vient, on prend ce qui nous intéresse. La fiscalité est basée sur la règle de l'unanimité des pays membres. On a 4 ou 5 paradis fiscaux qui bénéficient des taxes européennes notamment l'Irlande et le Luxembourg. On ne saura pas le faire en implorant le ciel. Je me demande si on saura le faire dans l'Europe telle qu'elle est. Pour ceux qui n'ont pas intérêt à ce que cela se passe, regardez ce qu'il se fait pour les GAFA.

29 : Sur l'évasion fiscale, les grosses sociétés ont un concept international or le politique et l'argent ne veulent pas faire des ruptures de concurrence mondiale. A l'intérieur, la fiscalité est faite pour payer vite. A la place de dépenses publiques, il faut parler de services publics. On a les moyens mais on n'a pas les services publics. On les paie pourtant. Des choses marchent à certains endroits. Les choses peuvent varier d'un département à un autre. Dans la région, les services sociaux ne marchent pas par exemple. Quand on a besoin d'un service public, ce qui est important c'est qu'on a un problème qui soit réglé. Or dans 9 cas sur 10 le problème n'est pas réglé. Quand on prend un rendez-vous chez une assistante sociale, il faut y aller 9 fois pour avoir un résultat. Je ne suis pas d'accord. Je paie. On a fait en sorte que finalement le nombre de personnes qui peut accéder aux services ne soit pas accepté. C'est une tromperie. On a des principes. Les lois sont faites sur ces principes. La fiscalité augmente en permanence par manque de réformes au fil du temps. Aujourd'hui, dans la justice, le taux de condamnation moyen est de 1%. On a un système qui permet de bénéficier d'une aide juridictionnelle mais encore faut-il l'atteindre. Cela arrive très tard. Sur la partie des services publics, je suis effaré dans l'éducation nationale par les taux d'administratifs : on se demande où sont les gens. De l'autre côté, on a des gens qui ne sont pas contrôlés et on n'augmente pas leur salaire. Je croise des gens qui disent que dans la fonction publique, on ne travaille avec rien, on fait ce qu'on peut. On a des dépenses depuis 20 ans. Les Français ont payé plus que ce qui était prévu. On nous dit qu'on s'occupe de tout, qu'on va rendre des services publics et au final on n'a pas les services publics.

30 : Un économiste a démontré que les riches sont de plus en plus riches et que les pauvres sont de plus en plus pauvres. L'impôt sur les successions doit être revu. Si l'ISF n'est pas à l'ordre du jour, il faut parler de l'impôt sur les successions. On converge ici. Autre sujet de divergence : quand j'étais enfant, j'avais l'impression que l'ascenseur social fonctionnait : un bon élève avait la chance de réussir. Aujourd'hui, pour une partie des classes sociales faibles, cet espoir est perdu. Il faut qu'on aide, qu'on reprenne le fonctionnement des bourses. C'est un point important. On doit donner confiance aux jeunes de pouvoir accéder à des niveaux supérieurs. Beaucoup s'autocensurent dans leur formation. Il faut qu'on ait plus de bourses. Il faut changer de classe sociale et prouver que tout n'est pas gelé.

31 : Le rapport de la Cour des comptes relève tout un tas d'anomalies mais cela s'arrête là. Il faut qu'il y ait des responsabilités dégagées et pas seulement des tas de paroles entassées dans des rapports. Il faut engager la responsabilité politique.

32 : A partir du moment où on veut socialiser les dépenses, on peut garder cette fiscalité mais il faut revoir la répartition de la fiscalité y compris au niveau communal. La suppression de la TH est une mesure de justice sociale même si les maires ne sont pas contents. Je suis d'accord sur l'IR et les tranches. L'ISF ne réglera pas les problèmes fondamentaux mais les symboles ont une importance. Une vraie réforme de la fiscalité est importante. Si on a moins de fiscalité, on aura moins de services. Il faut

un même niveau de fiscalité et de dépenses publiques. Mais quelles dépenses publiques faut-il aujourd'hui ? Les mêmes qu'il y a 10 ou 50 ans ? Comment améliorer les choses ? Quand on voit comment la justice est à la rue, cela est important. Ce sont des choix de société, des choix entre nous. Si on veut améliorer des choses, il faut augmenter des revenus en face.

33 : On parlait de pouvoir d'achat et de fiscalité. Quid de la réforme de la TVA ? C'est une mesure simple qui permettrait que tout le monde gagne de l'argent à la fin du mois. Même si c'est vu au niveau européen.

34 : Je suis très satisfait du calme de ce débat. J'ai quelque chose qui me satisfait sur la fiscalité et les dépenses publiques. La réponse est l'Europe. On ne peut pas laisser l'Irlande et la Hollande faire ce qu'ils veulent. J'avais voté pour la Constitution européenne. Des personnes se sont coalisées et on a voté non. On n'a pas d'Europe : on a un conglomérat mais c'est ce qu'on a voulu. Pour ces histoires de fiscalité, de dépenses publiques, la solution est l'Europe. Il nous faut une Constitution européenne. Si on veut parler de TVA ou IS, cela ne peut se faire qu'au niveau de l'Europe. Il faut des députés qui parlent du SMIC européen.

35 : Pourquoi pas le SMIC européen mais cela semble difficile en France quand on voit les privilèges sociaux français. Faut-il que les Français se mettent à la moyenne de l'Europe ? C'est problématique.

36 : Je voudrais revenir sur l'éducation nationale. Tous nos enfants diplômés ont quitté la France. Cela n'a pas gêné nos politiques. Pourquoi nos enfants diplômés s'en vont ?

37 : On pourrait remercier les responsables de ces assemblées. Ce sont les ouvriers. C'est grâce aux gilets jaunes qu'on a ces assemblées. C'est un fait. Il y a eu de la violence. Si cela avait été calme, on ne serait jamais là. C'est grâce à eux.

Le maire répond au sujet des jeunes diplômés qui quittent le territoire et de l'ascenseur social.

Thème 3 : Démocratie et citoyenneté

38 : Le thème est difficile à dissocier de la Constitution. On ne peut pas parler de démocratie sans révision de la Constitution. Je prends l'exemple du référendum notamment du RIP. Si on veut le modifier, il faut modifier les conditionnalités (passer de 10% à 3% d'électeurs signataires par exemple). En France il existe 3 formes de démocratie directe qui correspondraient au RIC : le référendum/les représentants, la démocratie administrative et la démocratie politique. Il faut savoir comment prendre la démocratie en compte. Autre point : je veux évoquer les libertés publiques et la nécessité de rappeler l'ordre républicain. Quand on manifeste, l'ordre républicain doit être maintenu : des citoyens ont le droit de circuler librement. C'est le respect des libertés de chacun. La suprématie de la loi française doit s'appliquer dans tous les cas. Et pourquoi ne pas intégrer la loi de 1905 dans la Constitution ?

39 : Le référendum est un outil qui doit être difficile à manier. Ça peut être positif en terme de démocratie. Il faut des règles à cette consultation populaire sur le RIC. Je suis favorable à un encadrement strict de ce genre de consultation (être interrogé sur des points précis, avoir une traduction qui ne soit pas forcément immédiate mais qui passe par la représentation). Dans un pays de 66 millions d'habitants, la représentation doit être acceptée. Il faut la modifier, la réformer mais ce sera toujours une cote mal taillée. Il faudra passer par un filtre de la représentation et d'instances de vérification du droit. Le Conseil constitutionnel n'est pas parfait mais fait des progrès pour la vérification de certaines règles. Il faut garder une hiérarchie des normes et on ne peut pas choisir la consultation sur le coup de l'émotion. L'exemple britannique montre que la consultation sur une question complexe est problématique : ils ont répondu de façon trop simpliste, ils ne voient pas les

conséquences de vote. Sur l'Etat de droit, il y a quelque chose qui me semble risqué : comment voter la loi anti casseur ? Cette loi anti casseur est un retour en arrière. La loi de 1970 est une loi contraire au principe même du droit. Elle porte sur la responsabilité collective et a été abolie en 1981. Il y a donc un risque de revenir à cela. Ce serait pour satisfaire une partie de la droite. Cela me semble risqué car certains points ne sont pas nets. L'interdiction administrative de manifester est dangereux. Etre masqué dans une manifestation n'est pas normal. Il y a d'autres points contestables : il faut s'en tenir à l'Etat de droit et à la protection des individus. Je pense qu'il y a un recul.

Madame Magne répond à propos de la loi anti casseurs.

40 : Je n'apprécie pas cette réponse car les députés sont élus pour représenter le peuple en haut lieu et ne doivent pas être guidés par une politique. A travers le cahier que j'ai rempli, je suggère que nos députés redeviennent nos représentants et non les représentants d'une politique. Il me semble que les députés devraient se présenter sans aucune carte politique et en justifiant l'absence d'une politique (proposer des candidatures sur les bases de ce qu'ils feraient). Cela correspondrait à certaines personnes. Les gilets jaunes n'ont pas de candidats pour les représenter : ils ont été obligés de se faire valoir par un autre biais. Nous élisons les députés et après nous subissons. J'entends Mme la députée que je remercie toutefois suite à mon message sur le cahier de doléances qui a fait que je suis ici ce soir. Mais malheureusement l'ensemble des députés ne remplissent pas leur rôle auprès de nous. Le gouvernement les récupère pour se créer une majorité et faire passer ses messages. Les gilets jaunes, eux, n'ont eu personne.

41 : J'ai toujours eu cette idée simpliste. On a deux chambres avec sénateurs et députés. Les deux chambres votent la loi. Il serait normal que les citoyens aient connaissance du texte sur lequel chaque député va voter. Il serait normal que chaque citoyen sache ce qu'ont voté son député et son sénateur. Il faut rendre le vote obligatoire pour chaque député et sénateur et qu'on arrête de dire qu'une loi a été votée à 2h du matin par 10 personnes. Au Sénat, le PLF de cette année prévoyait la suppression des 35h uniquement pour les fonctionnaires et une modification du régime des taxes sur les carburants : je voudrais connaître le nom des sénateurs qui ont voté pour cela. L'Assemblée nationale a remis les choses dans l'ordre pour le PLF et ensuite on a eu les manifestations des gilets jaunes. Soyons fiers. Les britanniques ont fait le référendum sur le Brexit. Nous on a fait le référendum sur la Nouvelle Calédonie : ce référendum s'est très bien passé. On va refaire deux autres votes. Nos députés et nos sénateurs doivent voter et connaître le texte. J'aimerais que le député fasse une réunion la veille du vote d'une loi pour qu'on discute et qu'on en parle. Cela vaut mieux ça que d'aller dans des sens giratoires.

Madame Magne explique le fonctionnement de l'Assemblée nationale et l'emploi du temps des députés.

42 : Je suis pour améliorer la démocratie représentative. J'aime savoir ce qu'ils pensent, quelles sont leurs idées, ce qui les motive. Autrement, ce serait des référendums sans arrêt. Je suis pour la démocratie représentative et la maintenir. Au moment de l'élection on sait les grandes options qui se présentent à nous. C'est vrai pour la démo politique et sociale (cf. les organisations syndicales). Après qu'il faille améliorer la représentation, à certains moments clefs, qu'on puisse recueillir l'avis du citoyen, cela est envisageable. Par contre, ça a pu donner le meilleur comme en Nouvelle Calédonie mais il faut voir le temps que ça a pris par rapport à la préparation du référendum. Mais on voit aussi que ça a pu donner le pire. C'est plus facile au niveau local de revivifier la démocratie. Ce n'est pas parce qu'un mouvement social dure un peu qu'il faut partir à l'aventure dans des solutions où ce n'est pas forcément le peuple qui déciderait.

43 : La loi anti casseurs m'inquiète pour son côté arbitraire. Une décision administrative d'interdiction est très inquiétante pour une raison simple : « si cette loi tombait entre de mauvaises mains ». Avec une loi comme celle-ci on touche à des libertés fondamentales. Cette loi est inquiétante. Le problème est l'adaptation de la Cinquième République. Aujourd'hui, les présidents qui se sont succédés sont arrivés au pouvoir avec quelques pourcentages de votes compte tenu de l'abstention. Cette république qui n'est plus un régime semi présidentiel avec la réforme du quinquennat, était faite pour vivre avec le septennat. Il faudrait réfléchir à une autre Constitution qui serait adaptée au monde moderne et réfléchir au mode de scrutin. Il importe de réfléchir à des modes différents qui légitiment. Aujourd'hui on vote par élimination. Or il existe des modes de scrutin différents. Ils légitimeraient plus le représentant de la nation.

44 : J'aurais préféré pour le titre parler de démocratie, de citoyenneté mais surtout de liberté. En France s'il n'y a plus de liberté, il n'y a plus de France. J'étais dans une société où il n'y en avait pas, issu d'une famille immigrée. Je voudrais parler des réseaux sociaux car ils menacent la démocratie : on y dit n'importe quoi. On n'a pas formé les gens à la politique ou les gens croient que tout ce qui est marqué sur les réseaux est vrai. Quand on dit que les gens votent par rapport à ce qu'ils ont lu : la démocratie est menacée. Quand les fake news circulent, des gens les croient. La Russie est intervenue par les réseaux pour les USA. Il faut faire attention et peut-être inventer la responsabilité des gens qui publient. Il faut que l'information soit bonne et sûre.

45 : On parle de réduire le nombre de députés et de sénateurs. S'il y en a 2 et pas 3, il faudrait intégrer un citoyen tiré au sort, qui changerait tous les mois. Ces députés et sénateurs seraient en contact avec lui. Et il est aussi nécessaire de limiter le nombre de mandat à 2. La politique ne doit pas devenir un métier. On est arrivé au bout de ce système.

46 : On a l'impression qu'il n'y a jamais personne dans les hémicycles. Avec tous leurs avantages, que font-ils ? Le citoyen ne le sait pas. Ça serait bien qu'on se rencontre pour discuter. A l'heure qu'il est, on a l'impression que vous êtes manipulés et que vous êtes des pantins. On ne sait pas ce qui se passe alors que vous êtes élus pour nous représenter. Il y a trop de députés et de sénateurs et vous ne servez à rien puisqu'on vous dit quoi faire.

Madame Magne explique sa fonction de député et son emploi du temps.

47 : Il y a une contradiction à demander moins de députés et demander de la proportionnalité. Il ne faut pas de la proportionnalité intégrale sinon ce serait ingouvernable comme en Italie et en Israël où des minorités fanatisées prennent le pouvoir. Il faut être prudent. Il faut y réfléchir et y aller doucement. Sur la diminution des parlementaires, il y a un problème de représentation des territoires et c'est en contradiction avec les demandes de contact avec l'élu (si on veut des députés disponibles, il faut qu'ils soient présents à l'assemblée, en commission et aussi en circonscription). Le non cumul des mandats est un progrès. Il faut que chacun fasse son travail. On a beaucoup progressé. Il y a des tentatives pour revenir en arrière. La nécessité de présence sur le terrain n'est pas une excuse. Ce non cumul rétablit la crédibilité de notre personnel politique. Il faut qu'on les reconnaisse comme tel.

48 : La réduction du nombre de députés semble utopique. On veut des gens de terrain mais si on réduit le nombre, on les éloigne de la base. Je ne suis pas d'accord avec le fait de désigner un citoyen tiré au sort car c'est difficile à mettre en œuvre. Pour la proportionnelle, j'y suis opposée pour les mêmes raisons. On va avoir dans des circonscriptions, 0 député et dans d'autres 2 députés concurrents et cela semble catastrophique. Le nombre de sénateurs peut par contre être réduit : leur rôle n'est pas le même. C'est choquant de voir des lois votées 4H du matin. Il faudrait plus de rigueur et plus de temps au député pour être chez lui. Je trouve aberrant que sur un texte de loi, on puisse poser 4000 amendements. Ce n'est plus de l'opposition, c'est de l'obstruction, de l'anéantissement de la

démocratie. Il faudrait qu'on arrive à se mettre d'accord pour que le parti politique amende et qu'il n'y en ait pas 50. Il faut plus de praticité.

49 : Le rôle des députés nationaux fait doublon par rapport à celui des députés européens car des mesures européennes sont prises et les députés français ne font que transcrire les directives européennes. En vertu de cela on peut se permettre une réduction des députés. Par rapport au coût et fonctionnement des assemblées, il faudrait un âge de retraite pour les députés. Par ailleurs, les députés votent eux-mêmes leur salaire, leurs conditions de travail etc, or ça devrait être réformé car ils sont juges et partis.

50 : Je suis choquée par le fait de dire que les députés européens et français font doublon. On a un problème : le fait qu'on redeviennent des citoyens, savoir ce qu'est le système politique et la démocratie. On doit faire une éducation locale au niveau local et des communes pour que les gens comprennent les rouages du système. Je ne savais pas comment fonctionnait l'Europe avant. Je suis allé voir. Je lis des textes, ça me prend du temps et je comprends mieux. On doit transmettre ça aux générations futures pour qu'ils puissent s'investir dans leur avenir. Qu'on n'ait pas des discours tronqués. Qu'on sache ce que c'est d'être citoyen français.

Thème 4 : Organisation de l'Etat et des services publics

51 : J'enlèverais le « et » du titre. La Constitution prévoit un Etat unitaire. Il faut connaître l'articulation de l'article 72. Il faut se poser cette question : faut-il encore en France un état unitaire et une organisation décentralisée ou un fédéralisme à la française avec un couple Etat et région qui s'occupe du collectif et un couple département et communes nouvelles pour gérer la proximité et la mise en place de ce qu'on pourrait appeler les maisons de services publics avec des réseaux de gestion de proximité (échelon EPCI possible avec des maisons de services AU public). C'est là où on construit. L'Etat agirait seulement au niveau du régalien, de la péréquation et de la prospective générale. De là, on fait la liaison. Et si la fiscalité pouvait être décidée à l'échelon local, ce serait bien. C'est le problème de la planification et de l'aménagement du territoire qui est posé : il faut agir à l'échelon local.

52 : Je suis retraité de la sécurité routière. L'Etat a fait son travail : on a fait descendre la mortalité. Les conseils départementaux devraient gérer cette thématique. Ils pourraient mettre des limitations de vitesse et au moins on ne se pose plus la question. L'Etat devait faire le job : on est passé de 150 000 à 3200 morts. Pour les quelques marges gagnées et les quelques centaines de morts, c'est certes très important de gagner 116 morts mais pour ces 116 morts ce n'est plus au niveau de l'Etat mais des conseils départementaux et au niveau des concessionnaires d'autoroutes que cela se joue. C'est une proposition que je fais. Ce n'est pas facile de transférer ce genre de chose. Mais c'est un exemple de millefeuille incroyable. L'Etat comptait les morts, le département, la région également, chacun avec son observatoire et ses statistiques pour qu'un jour un conseil national mette la limitation à 80 km/h et que le ciel nous tombe sur la tête.

53 : Je constate que le système des nouvelles régions a été une bêtise. Tout est parti à Bordeaux. On est une coquille ville et on s'étonne. On a perdu en services publics.

54 : Je pense que la loi NOTRE et le découpage rapidement fait entraîne des dysfonctionnements notamment pour le Limousin. Il y a surtout un empilement et on ne sait plus qui fait quoi. J'étais mon maire mais mon maire va à la communauté de communes mais que fait cette communauté ? Il y a des compétences obligatoires. Il y a une guerre entre Limoges et les autres maires pour fonder une communauté. J'ai un problème de légitimité avec ceux qui ont le pouvoir notamment l'agglomération. Dans ce cadre, il faudrait revoir cet aspect-là. Quand on voit la taille des EPCI, c'est aberrant ! On a éloigné un certain nombre de choses. Je pense qu'il faut mettre un terme à ces défauts. Il faut faire

attention : comment fait une commune avec 50 habitants par exemple ? Un petit peu de mesure dans tout, c'est ça la clef. Je pense qu'il y a un vrai chantier à reprendre. J'ai vu que ça entraîne du gaspillage d'argent public. Il y a du toilettage à faire. Quant au service public, la Poste a quelques missions de service public qui demeurent. Je suis rentrée PTT et après on s'est séparé puis j'ai terminé à Orange. La Poste a quelques missions de service public mais ce n'est plus un service public. Des élus ne savent plus ce que c'est. Il faut redéfinir le qui et le comment. Il y a des fonctionnaires à la Poste qui dépriment parce qu'ils ne voyaient plus assez de clients dans la journée. Certains slogans ne valent plus aujourd'hui. Il faut agir au niveau local, où on impose les services publics. Pour moi, il faut mettre une priorité sur la justice.

55 : Il faut fortement déconcentrer c'est-à-dire transférer des compétences de décision et pas des compétences de signature vers les préfets et que l'Etat soit présent dans les réseaux de proximité. Il faut mettre un terme à la clause générale de compétence.

56 : Il faudrait redonner du pouvoir réel au CESE et notamment un rôle de représentation de la population des citoyens et peut être de sanction. Il a été constitué pour représenter les citoyens. Il pourrait exercer un contrepouvoir pour contrebalancer le lobbying qui agit au niveau des députés pour les prises de lois.

57 : Concernant la santé, les gens manquent d'argent. On va en chirurgie, c'est cher. Sur une petite retraite cela fait beaucoup. Il faut diminuer ces frais. Les médecins ont de bons salaires et c'est malhonnête.

58 : Le président veut qu'en 2022 nos documents administratifs soient sur internet. Nous les retraités on n'est pas dans ce domaine-là. Ce que je tiens à dire est que c'est dommage car on n'a plus le choix. Par contre si c'est une obligation, il faut que chaque commune ait une personne au niveau de la mairie qui puisse aider les personnes dans leur démarche. Il faut que ce soit officiel.

L'adjointe au maire de Couzeix parle de l'importance de l'action locale et des questions abordées.

59 : Je voudrais intervenir au sujet de la perte d'autonomie. Il y a eu une très grande enquête en 2018 avec 416 000 réponses : pour 96% des gens, le souhait est de rester à domicile avec tout ce qui va avec, avec la formation des personnels à domicile, et au niveau des EHPAD, des financements comprenant une remise en question des structures qui gèrent les maisons de retraite. Le métier doit devenir attractif avec une progression possible. Cela concerne tout le problème des personnes en situation de handicap donc il ne faudrait pas de limite d'âge. Je pense notamment aux enfants handicapés, aux jeunes. Il faudrait s'intéresser au problème posé par le don et le relayage des heures supplémentaires. Il y a des résultats intéressants qui ont amené des propositions syndicales, associatives etc.

60 : Nos dirigeants ont tendance à considérer les services publics comme des entreprises qui visent à gagner de l'argent et non à rendre des services. Il faut changer d'attitude. Les zones rurales en souffrent. Les services publics s'en vont des zones rurales car ils ne gagnent pas assez. On peut prendre l'exemple des bureaux de poste. J'entends que le service de tri postal de Limoges va partir à Poitiers. J'ai ma famille dans mon département. Pour transmettre quelque chose à ma famille, mon courrier va aller à Isle puis Poitiers puis dans le département. Est-ce que vous pensez qu'on s'est interrogé sur l'impact écologique de cette opération alors qu'on nous culpabilise, nous les citoyens ? Cela se rapporte à nous. On ne parle pas des avions, des bateaux, des camions. C'est toujours nos voitures et nos maisons. Par rapport aux services, il faudrait remettre dans les choses dans l'ordre. Des services publics devraient être publics notamment le transport que ce soit ferroviaire, routier, ou le bus. Pour les autoroutes, pourquoi a-t-on confié cela à des entreprises privées qui se gavent sur notre dos et qui n'en n'ont rien à faire qu'un gilet jaune manifeste s'il est obligé de prendre l'autoroute tous les jours ?

Je trouve ça scandaleux. On pourrait équilibrer un budget et essayer de ne pas prendre de l'argent sur notre dos. Quand on a des compagnies électriques qui rachètent à l'étranger d'autres compagnies, c'est avec notre argent donc je ne vois pas pourquoi ça ne nous profite pas à nous. Il faudrait mettre de l'argent dans le recyclage du nucléaire. Je suis un peu frustré. J'aimerais savoir comment on va faire : via les cahiers de doléance qu'on peut continuer à remplir ? les propositions à soumettre ? Que sera-t-il fait de tout cela ?

61 : Je voudrais savoir où en est la vente des barrages au privé.

62 : On n'a parlé que de l'Etat et des représentants locaux. On pense que l'Etat va suffire à régler les problèmes. Je n'ai pas entendu parler d'argent et d'emplois de la soirée. L'Etat pourrait peut-être augmenter les retraites. Le gouvernement ne décide pas les salaires. Cela passe par les négociations, les entreprises et les syndicats. Il faudra trouver des responsables. Pourquoi ne crée-t-on pas d'emplois ? Je pose la question du problème des délocalisations. On n'a pas parlé d'Europe. Pourquoi les entreprises ferment ? Ce sont des capitaux étrangers : les Français ne sont pas propriétaires de leurs entreprises. Pourquoi cela ?

63 : Il ne faut pas trop rêver. Pour les députés européens, je ne vois pas où on va. Comment est géré le glyphosate dans les autres pays ? Je ne comprends pas trop. Tant qu'il n'y aura pas un gouvernement central européen, je ne vois pas où on va. Je me trompe peut-être.

64 : Pour faire écho aux réactions de monsieur, j'ai vécu dans une multinationale qui avait des antennes dans différentes régions de France et j'ai constaté que les bénéfices de chacune des filiales étaient remontées à la maison mère. La maison mère remontait les bénéfices. Pourquoi c'était fait ? Pour jouer dans la cour des grands. Les grandes entreprises ont besoin de capitaux. Résultat : les campagnes se sont dépeuplées. Elles ont perdu leur population. Les plans de développement en France prévoient le dépeuplement des campagnes. C'est aberrant de se dire qu'on espère que les campagnes vont se repeupler. Sur la répartition des salaires, le pouvoir d'achat est un ensemble de choses notamment une bonne attribution des salaires en fonction de la répartition de la valeur ajoutée par classe sociale car des classes sociales récupèrent des salaires supérieurs à la valeur ajoutée qu'elles produisent. Ce qui veut dire que si la répartition de salaires était plus normale, cela permettrait aux citoyens d'investir, d'acheter des actions de sociétés. J'ai l'impression que l'Etat a peur des capitalistes, des gros financiers. Il a peur qu'ils fuient. Il leur donne des compensations pour leur permettre d'investir. Si au contraire les moyens d'investir en action étaient plus répartis dans la population, ce serait nous qui pourrions investir.

65 : Je trouve qu'il y a une grosse injustice pour les retraites. Pour un salarié dans le privé, c'est compté sur les 25 meilleures années. Pour un fonctionnaire, sur les 6 derniers mois de la dernière année de travail. Ça devrait être revu. Au niveau des reversions, pour un salarié dans le privé, ça va être bloqué à environ 1500 euros avec la réversion pour l'époux. Dans le public, l'époux a la moitié de la réversion systématiquement en cas de décès. Il faudrait une meilleure justice. Il faudrait un barème et que les petites retraites soient plus évoluées.

La députée et le maire clôturent le débat.